



# Assemblée générale

Distr. générale  
11 octobre 2012  
Français  
Original: anglais

---

## Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés Soixante et unième session

### Compte rendu analytique de la 651<sup>e</sup> séance

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mardi 4 octobre 2011, à 15 heures

*Président:* M. Knutsson.....(Suède)

## Sommaire

Débat général (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

Merci de recycler 

*En l'absence de M. Badr (Égypte), M. Knutsson (Suède), Vice-Président, prend la présidence.*

*La séance est ouverte à 15 h 10.*

**Débat général (suite)**

1. **M. Seilenthal** (Estonie) dit que le nombre de victimes de déplacements forcés, qui s'établit au niveau mondial à 43,7 millions de personnes, a atteint son niveau le plus élevé depuis quinze ans. En 2011, des situations prolongées ont été exacerbées par de nouveaux conflits et catastrophes encore plus complexes et les besoins humanitaires ont augmenté dans le monde entier. Pour sa part, l'Estonie a maintenu son soutien à des activités essentielles menées par le HCR dans la corne de l'Afrique et le Soudan du Sud.

2. Le HCR devrait également rechercher, en étroite collaboration avec les gouvernements et la société civile, des solutions à long terme au problème beaucoup moins médiatisé de l'apatridie, qui maintient 12 millions de personnes dans l'incertitude juridique. Il est essentiel à cet égard de disposer de données précises et les prochaines commémorations pourront fournir l'occasion d'accroître la sensibilisation aux activités du HCR concernant l'apatridie. M. Seilenthal se félicite des efforts menés par le Haut-Commissaire pour accroître le nombre des donateurs, y compris en recourant à des méthodes novatrices telles que la «diplomatie numérique» et au jeu en ligne *Envers et contre tout* (<http://www.enversetcontretout.org>), qui sert à sensibiliser davantage au sort des réfugiés. Depuis 1991, la nationalité estonienne a été octroyée à plus de 150 000 apatrides et les personnes dont la nationalité n'est pas établie jouissent en Estonie de droits plus nombreux et étendus que ceux qui sont consacrés dans la Convention de 1954 relative au statut des apatrides.

3. Des millions de réfugiés dans le monde sont victimes de violences sexuelles et sexistes toujours plus nombreuses et la protection des femmes et des enfants est désormais, pour le Gouvernement estonien, une priorité en matière de droits de l'homme et de coopération pour le développement. Il convient de féliciter le HCR qui prend systématiquement en compte cette question dans ses opérations sur le terrain. Reconnaisant également l'efficacité croissante avec laquelle le HCR remplit son mandat, l'Estonie compte augmenter sa contribution de base et continuer à répondre aux appels de fonds de secours d'urgence.

4. **M. Adjoumani** (Côte d'Ivoire) rend hommage au HCR qui travaille depuis soixante ans au service des gens et émet le vœu que la commémoration à venir offre à cette institution l'occasion de mettre en lumière ses succès mais aussi de faire un bilan courageux.

5. La crise postélectorale qu'a traversée la Côte d'Ivoire a causé la mort de plus de 3 000 personnes ainsi que de nombreuses disparitions. Environ 250 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays et quelque 180 000 ont cherché asile dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, notamment au Libéria. De plus, plusieurs villages ou quartiers de grandes villes ivoiriennes ont été totalement ou partiellement détruits. Grâce aux efforts conjugués du Gouvernement ivoirien, du HCR et d'autres organismes des Nations Unies, ainsi que d'organisations non gouvernementales (ONG), la situation humanitaire s'est grandement améliorée. Cependant, des milliers de personnes déplacées vivent toujours dans des camps, dans des conditions souvent déplorables, et la situation humanitaire dans l'ouest du pays est particulièrement grave. Le Président Alassane Ouattara se rendra prochainement dans cette région afin de lui apporter son soutien.

6. En ce qui concerne les Ivoiriens réfugiés, des accords tripartites ont été signés avec le Libéria et le HCR pour faciliter le retour volontaire de ces personnes et des accords de même nature sont envisagés avec le Ghana, le Togo, la Guinée, le Mali et le Bénin. À cet

égard, le Gouvernement ivoirien est profondément reconnaissant au Haut-Commissaire pour les efforts qu'il a déployés afin d'évaluer les besoins des réfugiés ivoiriens au Libéria et apporter des solutions appropriées.

7. Malgré les événements tragiques qui l'ont endeuillée, la Côte d'Ivoire accueille quelque 25 000 réfugiés et continue à favoriser leur intégration locale ou leur rapatriement. Elle a cependant besoin d'urgence d'une assistance matérielle, technique et financière pour reconstruire des infrastructures de base et faciliter le retour, dans des conditions de sécurité et de dignité, des personnes déplacées ou réfugiées vulnérabilisées par la crise que vient de traverser le pays.

8. **M. Ignatovich** (Biélorus), s'exprimant en qualité de nouveau membre, dit que la déclaration liminaire du Haut-Commissaire a rendu compte du rôle croissant joué par le HCR dans les crises humanitaires et les conflits survenus au cours de l'année écoulée et du dévouement de son personnel sur le terrain. Il convient que les solutions à long terme dépendent cependant de la volonté politique, bien plus que des interventions humanitaires.

9. Bien que le Biélorus accueille des réfugiés, il est surtout un pays de transit pour des personnes cherchant asile dans l'Union européenne. Depuis 1997, le Biélorus a reçu des demandes d'asile ou d'assistance de plus de 3 600 personnes vivant dans 57 pays. Le statut de réfugié a été octroyé à plus de 800 étrangers, y compris à 14 % des requérants de 2011; l'absence de xénophobie et d'intolérance au Biélorus facilite la naturalisation.

10. Le Biélorus, lorsqu'il a célébré le dixième anniversaire de son accession à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, a pris des mesures énergiques pour veiller à ce que son nouveau système interne d'asile respecte les normes internationales pertinentes. La législation interne relative aux réfugiés, qui vient d'être mise à jour, prévoit non seulement l'octroi de l'asile mais également la fourniture d'une aide supplémentaire aux demandeurs d'asile. Une infrastructure a été mise en place pour accueillir et héberger ces personnes et une stratégie visant à favoriser leur intégration est intégrée dans un programme national quinquennal en matière de population.

11. La coopération entre le pays et le HCR a donc été constructive, mais n'a pas encore atteint son plein potentiel. Les modalités d'une future collaboration ont été cependant abordées lors de la visite du Haut-Commissaire en 2010 et un accord avec notre pays est entré en vigueur. Il faudrait accorder la priorité à la diversification et à l'élargissement des activités de programme menées par le HCR au Biélorus afin de renforcer les procédures d'asile et de mettre en place un système de traitement centralisé. Le HCR devrait également participer plus activement aux efforts internationaux visant à lutter contre la traite des personnes et devrait collaborer avec le Groupe d'amis unis contre la traite des êtres humains qui vient d'être créé afin de trouver d'autres stratégies en faveur de la protection des réfugiés.

12. **M<sup>me</sup> Joiner** (Commission de l'Union africaine) dit que le HCR peut continuer à compter sur l'appui de la Commission de l'Union africaine. Les missions du HCR sont très appréciées, notamment dans la corne de l'Afrique, qui connaît une très forte augmentation du nombre de réfugiés et de personnes déplacées fuyant une grave sécheresse, la famine et des conflits. Sur l'ensemble du continent, les déplacements forcés ont été aggravés par l'insécurité, les changements climatiques et la crise alimentaire mondiale.

13. En août, la Commission a organisé à Addis-Abeba une conférence d'annonce de contributions en faveur de la corne de l'Afrique, à l'issue de laquelle les dirigeants africains et les organisations régionales ont renouvelé leur engagement à trouver des solutions durables à la sécheresse et à la famine, tandis que la Banque africaine de développement s'est engagée à mettre l'accent sur un relèvement rapide des effets de la sécheresse et sur des projets d'atténuation à long terme.

14. La Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) continue à contribuer à la fourniture de l'aide humanitaire à Mogadishu. Cependant, des forces supplémentaires étant nécessaires, M<sup>me</sup> Joiner demande de nouveau à l'ONU de déployer des troupes et d'y incorporer des membres des forces armées somaliennes. Toutes les parties doivent prendre part à la consolidation du processus de paix en Somalie et dans d'autres pays d'origine afin de favoriser le retour des personnes déplacées contre leur gré et d'alléger le fardeau des pays d'accueil. Il faut, au-delà de l'aide d'urgence, envisager le développement durable de façon globale afin de traiter les causes profondes des problèmes et de construire la résilience à long terme, avec l'appui de la communauté internationale.

15. La Commission de l'Union africaine a suivi de près les évolutions politiques sur le continent et leurs répercussions sur les déplacements forcés. En Afrique du Nord, notamment en Libye, la situation reste difficile. En Côte d'Ivoire, les violences postélectorales ont provoqué le déplacement de plusieurs centaines d'Ivoiriens et beaucoup d'autres vivent dans des conditions alarmantes. Au Soudan du Sud la situation reste instable, avec une montée des tensions dans la zone frontalière d'Abyei. La communauté internationale doit honorer ses engagements pour aider cette nation, qui vient d'accéder à l'indépendance, à tenir sur ses pieds.

16. M<sup>me</sup> Joiner en appelle à tous les participants pour qu'ils prennent des mesures afin d'améliorer tangiblement la vie des personnes déplacées contre leur gré en Afrique, notamment au regard de l'urgence, de l'ampleur et de la complexité des problèmes touchant ce continent. Enfin, elle prend note de la réforme du HCR et se félicite de la création d'un comité d'audit et de contrôle indépendant, qui permettra, par un système de vérifications croisées supplémentaires, d'en accroître l'efficacité.

17. **M. He Yafei** (Chine) dit que les déplacements forcés deviennent plus complexes partout dans le monde, l'instabilité sociale, la récession économique et la pauvreté venant aggraver les problèmes traditionnels en matière de protection. Environ 70 % des réfugiés sont dans l'incapacité de rentrer dans leur pays, alors que de nouvelles crises humanitaires sollicitent lourdement le système international d'intervention en cas d'urgence et de protection et que la xénophobie sévit dans certains pays. La communauté internationale doit se recentrer sur les problèmes de réfugiés et prendre des mesures supplémentaires pour lutter contre leurs causes profondes.

18. Une véritable réduction du nombre de personnes réfugiées et déplacées à l'intérieur de leur pays suppose que les différends internationaux sans recours à la force militaire soient réglés. Les pays développés devraient également fournir une aide globale aux pays en développement, notamment aux moins avancés, afin de les aider à renforcer leurs capacités et à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. C'est alors seulement que le XXI<sup>e</sup> siècle sera celui d'un développement équitable offrant un partage mutuel des avantages.

19. Les pays développés doivent alléger le fardeau des pays en développement, qui accueillent actuellement 80 % des réfugiés dans le monde. Une coopération renforcée est également nécessaire pour améliorer les mécanismes de protection internationaux, lutter contre la discrimination à l'égard des réfugiés et améliorer leurs conditions d'existence.

20. Le Gouvernement chinois félicite le HCR pour son travail en matière de protection des réfugiés et l'encourage à poursuivre ses réformes. Il soutient le renforcement du système d'intervention d'urgence et de coordination avec d'autres organismes humanitaires. Les principes humanitaires doivent rester primordiaux et il faut éviter d'abuser des mécanismes internationaux de protection. La Chine s'emploiera avec tous ses partenaires à assurer le succès de la réunion commémorative au niveau ministériel qui se déroulera en décembre 2011.

21. **M. Bermúdez** (Observateur du Honduras) dit que plus de 500 000 personnes ont été déplacées en Amérique centrale dans les années 1980 et que l'aide du HCR s'est avérée précieuse pour ceux qui ont cherché refuge dans son pays. De même, après le passage de l'ouragan Mitch, le HCR a coordonné efficacement le travail des organisations humanitaires afin d'atténuer la crise et a contribué à accélérer le processus de reconstruction nationale. Le travail mené en coordination avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pendant et après ces urgences doit être salué. De plus, le HCR et l'OIM ont contribué au niveau régional à la lutte contre la traite des êtres humains et à la protection des mineurs non accompagnés en transit.

22. L'instabilité et la violence restent un problème dans la région. Au Mexique et en Amérique centrale, la violence à l'encontre de personnes participant à des flux migratoires complexes augmente et a provoqué un accroissement des demandes d'asile émanant de personnes qui tentent de fuir les gangs et les bandes du crime organisé. Des instruments régionaux et nationaux spécifiques ont amélioré la protection fournie, notamment aux groupes participant à des flux migratoires complexes et établis en milieu urbain. Le Gouvernement hondurien a tenté, par le biais du Plan stratégique national, d'inciter les habitants à rester au Honduras. De plus, le Programme de microcrédit a joué un rôle clef dans l'intégration locale des réfugiés et des migrants.

23. **M. Kaiyamo** (Namibie) dit que la Namibie prend au sérieux ses obligations à l'égard des réfugiés et des demandeurs d'asile et travaille en étroite collaboration avec le HCR ainsi qu'avec d'autres partenaires comme le Programme alimentaire mondial (PAM). Le retour volontaire de quelque 6 500 réfugiés dont on est parvenu à vérifier la situation dans le cadre d'un ambitieux programme d'enregistrement est encourageant. De plus, un recensement récent des logements et de la population permettra de disposer de statistiques précises et utiles pour les initiatives et programmes de développement destinés aux Namibiens et aux réfugiés. Des ressources financières et humaines supplémentaires sont nécessaires afin de rapatrier des réfugiés se trouvant dans des zones reculées difficiles d'accès et de financer des procédures juridiques correspondantes, compte tenu notamment du fait que les clauses de cessation concernant les réfugiés angolais deviendront applicables à la fin de l'année.

24. La délégation namibienne soutient le plan du HCR visant à renforcer sa préparation aux situations d'urgence et à jouer un rôle plus central dans le système d'intervention humanitaire. Le HCR devrait également redoubler d'efforts en matière de protection et d'aide aux réfugiés et examiner plus en détail les causes profondes des déplacements forcés.

25. **M. Park Sang-ki** (République de Corée) félicite le HCR pour les bons résultats obtenus dans les situations complexes dans lesquelles se trouvent l'Afrique de l'Ouest, la Libye et la corne de l'Afrique, pour les changements de structure et de gestion en cours et pour les mesures visant à consolider la gestion axée sur les résultats, le contrôle et la responsabilité des personnes afin d'accroître l'efficacité et de rendre justice à ceux qui en ont besoin. Le HCR doit augmenter le nombre de ses donateurs afin de pouvoir fournir une protection adaptée aux personnes qui en ont besoin. Le Gouvernement coréen soutiendra les efforts qu'il fait pour obtenir une aide supplémentaire des donateurs traditionnels. L'intérêt croissant et l'augmentation des contributions du secteur privé en République de Corée constituent également une évolution positive à cet égard.

26. Le fait que des réfugiés provenant de la République démocratique populaire de Corée vivent sous la menace permanente d'une mesure de refoulement est particulièrement préoccupant. Le Gouvernement coréen exhorte les États à respecter le principe de non-refoulement et salue l'initiative du HCR, de se pencher sur la question.

27. Le Gouvernement coréen a amélioré la protection qu'il accorde aux réfugiés en réduisant d'un an à six mois la durée de la procédure de détermination du statut de réfugié. De plus, il a créé un centre de soutien aux réfugiés pour aider les requérants à pourvoir à leurs besoins quotidiens et faciliter leur intégration locale. La prochaine conférence ministérielle qui se tiendra en décembre 2011 pour célébrer le soixantième anniversaire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés constituera une importante occasion d'élaborer des solutions pratiques et durables aux problèmes actuels en matière de protection.

28. **M. Oyarce** (Chili) dit que le HCR devrait renforcer sa capacité d'intervention et trouver des solutions durables au problème du nombre croissant de réfugiés, qui est essentiellement un problème politique. À cette fin, il devrait recevoir le soutien et l'aide adéquats de différentes parties intéressées.

29. S'agissant des partenariats interinstitutions, la contribution des ONG va au-delà de l'aide opérationnelle: elles sont des partenaires stratégiques qui aident à assurer l'efficacité et la prévisibilité des opérations du HCR. L'élaboration des mesures de protection prises en application des instruments internationaux pertinents relatifs aux réfugiés devrait prendre en compte les réalités régionales. Les ONG, les organisations humanitaires et les acteurs locaux devraient également participer aux activités régionales de protection. À cet égard, le Programme régional de réinstallation pour l'Amérique centrale a produit de nouvelles formes de coopération pour remédier à l'insuffisance des possibilités de rapatriement volontaire offertes.

30. La gestion des risques, la bonne gouvernance et la responsabilité sont des facteurs essentiels pour améliorer l'efficacité du travail du HCR et sa perception par les communautés hôtes. De plus, des mesures devraient être prises afin que le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ne sapent pas les efforts visant à l'édification d'une société ouverte à tous.

31. **M. Mihov** (République de Moldova) dit que les autorités moldaves sont déterminées à poursuivre le dialogue avec le HCR afin d'améliorer les garanties juridiques et les droits accordés aux réfugiés, demandeurs d'asile et apatrides vivant sur le territoire national.

32. Les autorités ont dûment mis à jour la législation nationale dans ce domaine et mis en place l'un des systèmes d'asile les plus modernes de la Communauté d'États indépendants. Des mesures sont prises pour résoudre les problèmes relatifs à l'impression de documents de voyage destinés aux réfugiés, pour mettre en place un programme régional de protection et pour exécuter un projet d'intégration local des réfugiés. Deux programmes d'intégration ont apporté une solution partielle à des problèmes tels que le logement, les soins de santé et l'achèvement des travaux pour un centre pour demandeurs d'asile, femmes seules et mineurs non accompagnés.

33. La création envisagée d'un système européen d'asile a incité la République de Moldova à fixer de nouveaux objectifs et de nouvelles priorités en ce qui concerne la coopération transfrontalière, l'accroissement des contrôles aux frontières pour prévenir l'immigration clandestine, la création d'un cadre légal régissant l'intégration sociale des réfugiés et d'allocation de fonds pour l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de protection des personnes qui en ont besoin. Les autorités ont pleinement conscience de la nécessité d'harmoniser le droit interne avec les normes internationales relatives à l'apatridie et de mettre en place un mécanisme de détermination du statut des demandeurs d'asile. L'État prévoit d'adhérer à la Convention de 1954 relative au statut des réfugiés et à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie. La loi n° 200 modifiée relative aux ressortissants étrangers n'a pas encore été approuvée par le Gouvernement.

34. **M. Guterres** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés), répondant aux questions soulevées, remercie le représentant de l'Estonie pour ses observations sur l'apatridie et la nécessité d'adopter une méthode objective favorisant des progrès dans ce domaine. Le fait que la protection des femmes et des enfants est au centre de la politique de coopération pour le développement de l'Estonie répond à certaines des principales préoccupations du HCR.

35. Le HCR est pleinement déterminé à aider le peuple et le Gouvernement ivoiriens et à proposer sa coopération pour le rapatriement volontaire et l'aide aux personnes déplacées. La Côte d'Ivoire a fait preuve de générosité en accueillant des réfugiés libyens et sa politique d'intégration locale a produit des résultats positifs.

36. Le fait que le Bélarus est une zone de transit pour des flux migratoires complexes ne fait que souligner qu'il importe de garantir aux réfugiés et aux demandeurs d'asile un espace de protection adéquat. Grâce en grande mesure à la générosité des peuples africains, l'Union africaine est l'un des piliers du système de protection des réfugiés, comme en témoigne l'adoption de la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique. Une assistance internationale efficace est nécessaire pour renforcer les capacités des pays d'Afrique confrontés à une crise.

37. M. Guterres accueille avec satisfaction l'analyse approfondie du représentant de la Chine portant sur les causes des déplacements forcés et les améliorations nécessaires dans les domaines du développement économique, de la coopération et de la planification des interventions d'urgence. Prenant note des nouvelles difficultés en matière de protection qui ont été soulignées par le représentant du Honduras, il affirme que le HCR souhaite poursuivre le dialogue sur cette question. Il salue les efforts faits par la Namibie concernant l'enregistrement des réfugiés et se déclare prêt à participer à la définition de conditions pour le rapatriement volontaire.

38. La participation du Gouvernement et du secteur privé coréens à l'action menée pour accroître le nombre des donateurs du HCR constitue une évolution positive, tout comme les progrès réalisés par la République de Corée dans l'élaboration de son système d'asile. La situation des réfugiés originaires de la République populaire démocratique de Corée étant préoccupante, M. Guterres demande instamment aux États de respecter le principe de non-refoulement. Il attire l'attention sur le programme régional de réinstallation décrit par le représentant du Chili et rappelle le rôle que ce pays a joué dans la réinstallation de réfugiés originaires de différents pays.

39. M. Guterres prend note avec satisfaction des efforts que fait le Gouvernement de la République moldave pour améliorer son système d'asile, des progrès qu'il a réalisés s'agissant du renforcement de ses capacités dans ce domaine et de son intention d'adhérer aux conventions relatives à l'apatridie.

40. **M. Santos Maraver** (Espagne) dit que la crise dans la corne de l'Afrique ne s'est pas produite soudainement mais que la situation en Somalie a été causée par un ensemble de facteurs, parmi lesquels l'intensification du conflit, les effets des changements climatiques et la crise économique. Les acteurs internationaux devraient prendre des mesures rapides et concertées pour lutter contre l'instabilité et améliorer la situation. La générosité des communautés et des pays hôtes, qui sont eux-mêmes nombreux à subir des situations de crise, a été essentielle pour faire face à ladite crise.

41. Les événements de 2011 ont souligné le besoin de réagir avec générosité aux crises complexes qui se sont produites ainsi que l'importance prioritaire de la prévention. À cet égard, l'Espagne attache une grande importance à la reconnaissance des liens entre l'assistance humanitaire et l'aide au développement. La lutte contre le racisme, la xénophobie et autres formes de discrimination est essentielle pour éviter les déplacements forcés et assurer une intégration effective des réfugiés et des demandeurs d'asile.

42. Félicitant le Haut-Commissaire pour son travail de réforme budgétaire et d'amélioration de la coordination interinstitutions, M. Santos Maraver dit que l'Espagne et le HCR ont signé un accord-cadre pour une association stratégique pour la période 2011-2012 visant à préciser les domaines d'action prioritaires et à améliorer la prévisibilité de ses contributions au HCR en contrepartie d'obligations accrues de progrès et d'un système de gestion axée sur les résultats. L'Espagne continuera à élaborer des mécanismes d'évaluation et de suivi simples et efficaces, en concertation avec le HCR.

43. **M. Guillermet-Fernández** (Costa Rica) dit que son pays a pris différentes mesures pour renforcer son système de protection des migrants et a notamment adopté la loi de 2010 sur les migrations. Il a créé un tribunal administratif pour examiner les affaires liées aux migrations ainsi que les appels contre des décisions administratives sur les questions relatives aux migrations et aux réfugiés et a rétabli, en février 2010, l'unité de la Direction générale pour les migrations chargée des réfugiés. Le Costa Rica attache une attention particulière à la protection des enfants dans le traitement des questions relatives aux migrations. Il déploie des efforts considérables pour s'acquitter de ses obligations internationales, mais il lui reste beaucoup à faire, tout particulièrement pour sensibiliser davantage à ces questions et renforcer la collaboration avec la société civile.

44. En ce qui concerne les autres questions, M. Guillermet-Fernández affirme que le rôle de chef de file que joue le HCR dans la coordination de l'aide aux réfugiés est essentiel pour l'amélioration de la gestion des flux de réfugiés. Le Gouvernement costa-ricien est convaincu que les réformes internes du HCR permettront de le renforcer institutionnellement et de le mettre mieux en mesure de faire face aux futures difficultés. Le Costa Rica soutient le programme «villes solidaires» pour la protection et l'intégration locale des réfugiés et des demandeurs d'asile en Amérique latine auquel il contribue par le biais de programmes de microcrédit et d'accès à l'emploi. Enfin, il invite la communauté internationale à s'attaquer aux questions de plus en plus complexes des migrations et des réfugiés écologiques.

45. **M. Feyder** (Luxembourg) estime qu'il est primordial que tous les gouvernements appuient pleinement l'action du HCR et lui fournissent les moyens financiers nécessaires pour lui permettre de répondre rapidement et de façon adéquate aux crises. À cet égard, le Luxembourg vient de signer un nouvel accord-cadre pluriannuel pour la période 2012-2015 avec le HCR.

46. Le Gouvernement luxembourgeois est très préoccupé par l'éclatement, au début de l'année 2011, de la violence contre des civils et des travailleurs humanitaires dans certains pays, notamment dans certains pays arabes. Afin que l'action du HCR puisse atteindre le plus grand nombre possible de personnes vulnérables et lui permette de remplir sa mission, il a besoin des conditions nécessaires pour agir. La sécurité du personnel du HCR doit notamment être assurée et la neutralité, l'indépendance et l'impartialité de ses actions doivent être pleinement respectées.

47. S'agissant de l'aide fournie par le Luxembourg au HCR, M. Feyder dit que son gouvernement appuie le renforcement de la présence de l'organisation dans les régions voisines de la Somalie et qu'il lui a alloué 1,3 million d'euros depuis le début de la crise dans la corne de l'Afrique. Il est important de préparer une solution à long terme, qui doit notamment inclure le retour des personnes déplacées dans leur pays d'origine, dès que les conditions le permettront.

48. M. Feyder appelle l'attention sur la nouvelle plate-forme de services de télécommunications mise au point par le Luxembourg en collaboration avec le Groupe de télécommunications d'urgence (Emergency Telecommunications Cluster) et plusieurs partenaires humanitaires. La plate-forme «emergency.lu» contribuera à l'amélioration de la communication et de la coordination des opérations de secours en cas d'urgence et de

catastrophes humanitaires en permettant aux acteurs humanitaires d'avoir accès rapidement à des moyens de communication audio et informatique. Le Luxembourg a également apporté un soutien financier à un projet de télécommunications mené conjointement avec le HCR et un opérateur privé afin de faciliter le contact des personnes se trouvant dans des camps de réfugiés avec leurs collègues et leurs familles.

49. **M. Nahodha** (République-Unie de Tanzanie), appelant l'attention sur les difficultés auxquelles est confronté son pays lorsqu'il recherche des solutions durables aux problèmes persistants de réfugiés dit que, malgré l'amélioration de la situation qui avait contraint les réfugiés à fuir leur pays pour se rendre en République-Unie de Tanzanie, le processus de rapatriement s'était enrayé dans son pays, ce qui engendre des frustrations et des conflits. Les 36 000 réfugiés du camp de Mtabila ont notamment refusé catégoriquement de rentrer au Burundi, commettant ainsi un abus du principe du droit d'asile qui doit cesser. Même si la République-Unie de Tanzanie a une longue tradition en matière d'asile, elle a également le droit de préserver la sécurité de sa population et de s'employer à résoudre les problèmes de développement auxquels elle est confrontée. Elle continuera certes à honorer ses obligations internationales mais les intérêts et la sécurité de son propre peuple resteront prioritaires.

50. En 2010, la République-Unie de Tanzanie a naturalisé 162 000 anciens réfugiés du Burundi. La communauté internationale des donateurs s'est engagée à soutenir le programme d'intégration de ces personnes, mais les fonds n'ont pas été alloués, ce qui trahit le principe de responsabilité internationale et d'entraide. M. Nahodha demande à la communauté internationale et au HCR de décourager les abus du système d'asile afin de rétablir la confiance des pays hôtes.

51. Le HCR devrait impérativement procéder à une évaluation objective de ses politiques afin de s'attaquer aux causes sous-jacentes de la réduction des zones d'asile. Le problème du rapatriement volontaire dans des zones considérées comme sûres doit notamment être examiné. Par exemple, deux études récentes ont indiquées que la situation en matière de sécurité s'était considérablement améliorée dans l'est de la République démocratique du Congo. M. Nahodha demande au HCR de continuer à encourager le rapatriement des réfugiés congolais dans des zones considérées comme sûres.

52. **M. Garcia** (Philippines) dit que le Gouvernement philippin est reconnaissant au HCR de l'avoir aidé à résoudre des problèmes de protection humanitaire liés notamment aux conflits, aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. Les Philippines sont actuellement frappées par des typhons et le HCR aide le Gouvernement à répondre aux besoins des millions de Philippins victimes de la catastrophe.

53. Le Gouvernement philippin prend des mesures pour répondre aux déplacements internes provoqués par le conflit avec l'aide du HCR. Une législation est élaborée pour renforcer la protection des droits des personnes déplacées à l'intérieur du pays et les forces armées philippines ont intégré à leurs plans de paix et de sécurité les principes relatifs à la protection des personnes déplacées. Les Philippines ont pris un ensemble de mesures pour aider les migrants et les réfugiés et la politique étrangère du pays continue à mettre l'accent sur la promotion des droits et du bien-être des plus de 10 millions de Philippins qui vivent et travaillent à l'étranger.

54. Près de 1 000 Philippins ont bénéficié de l'assistance aux opérations d'évacuation fournie par le HCR et l'OIM suite aux crises récentes en Afrique du Nord. Le Mécanisme d'urgence relatif au transit des Philippines continue à fournir une protection aux réfugiés qui transitent par les Philippines pour se rendre dans leur pays de réinstallation. Le Gouvernement philippin a organisé avec le HCR un atelier sur la coopération régionale en ce qui concerne les réfugiés et les flux irréguliers dans le cadre du processus de Bali sur le trafic de migrants, la traite des personnes et la criminalité transnationale qui y est associée.

55. Les Philippines ont ratifié récemment la Convention de 1954 relative au statut des apatrides et posent les fondements d'une politique et d'un cadre opérationnel concernant l'apatridie. Le Gouvernement travaillera avec le HCR pour recenser et examiner les cas d'apatridie dans le pays et parmi les Philippins vivant à l'étranger. Entre-temps, il est important de renforcer le régime de protection internationale des migrants et des réfugiés.

56. **M<sup>me</sup> Kangiwa** (Nigéria) rend hommage aux victimes du récent bombardement des locaux de l'ONU à Abuja. Son gouvernement collabore avec l'équipe de pays de l'ONU pour reloger le HCR, auquel la Commission nationale pour les réfugiés a proposé des bureaux et du matériel à titre provisoire.

57. L'oratrice remercie le HCR pour son assistance incessante aux tentatives régionales et sous-régionales visant à résoudre les problèmes relatifs aux réfugiés et promouvoir une aide qui prenne en compte les besoins de protection. Le Gouvernement nigérian est également reconnaissant au HCR et à l'OIM d'avoir fourni une protection et une assistance aux opérations d'évacuation de centaines de migrants nigériens bloqués dans plusieurs pays d'Afrique du Nord. Enfin, en septembre 2011, le Nigéria a adhéré à la Convention de 1954 relative au statut des apatrides ainsi qu'à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie.

58. **M. Mwape** (Zambie) souligne que les États devraient rester attachés aux valeurs démocratiques afin de prévenir les conflits et les déplacements forcés et de préserver la paix et la sécurité. Le grand nombre de situations de réfugiés, nouvelles ou persistantes, qui imposent aux pays en développement un fardeau disproportionné, est décourageant. M. Mwape attend avec impatience les résultats de l'étude qui vient d'être commandée par le HCR pour chiffrer la contribution des États hôtes.

59. En ce qui concerne les réfugiés angolais se trouvant en Zambie, le Gouvernement zambien travaille en collaboration étroite avec le Gouvernement angolais pour que ses ressortissants ne soient pas abandonnés à eux-mêmes lorsqu'ils perdront leur statut de réfugié à la fin de 2011. Malheureusement, le processus de retour volontaire des 7 000 réfugiés angolais est au point mort en raison de l'insuffisance de fonds. Les déclarations des représentants de la République démocratique du Congo selon lesquelles la paix l'emporte désormais dans la plus grande partie du pays sont encourageantes. Tout en encourageant le rapatriement volontaire des réfugiés rwandais, la Zambie a mis en place des procédures d'exemption, conformément au droit international des réfugiés, afin que les personnes qui en ont besoin puissent bénéficier d'une protection continue.

60. La Zambie espère que l'on aura de plus en plus souvent recours aux lois sur l'immigration pour régler la situation d'anciens réfugiés ayant choisi de rester dans les pays d'asile. Elle continuera à s'adresser à des pays de réinstallation pour le règlement de cas nécessitant la prise en compte de questions de protection essentielles.

61. **M. Roux** (Belgique) dit que son pays, conscient du fait que les ressources du HCR sont de plus en plus sollicitées, a augmenté sa contribution d'environ 80 % au cours des quatre dernières années. La plus grande partie des fonds a été affectée aux moyens généraux afin que l'organisation puisse répondre de manière plus efficace aux urgences.

62. Le Ministre belge de la coopération au développement a visité le camp de réfugiés de Dadaab au Kenya en septembre 2011 et a constaté l'intensité et la qualité du travail effectué par le HCR en collaboration avec d'autres organisations telles que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Il a ensuite approuvé une aide complémentaire en faveur de la population de ce camp. La Belgique attache une grande importance à la protection des femmes et des enfants réfugiés ainsi qu'à la prévention des violences en raison du genre. Elle encourage vivement le HCR à poursuivre ses efforts dans ces domaines.

63. Le processus de réforme interne de l'organisation semble porter ses fruits, comme les résultats de l'évaluation MOPAN (Multilateral Organization Performance Assessment Network), qui seront publiés à la fin de l'année, en attestent. Le budget 2012-2013 fondé sur l'évaluation des besoins met en relief l'importante disparité entre les besoins et les moyens disponibles et souligne l'importance d'établir de strictes priorités. M. Roux espère que le processus de recrutement des membres du nouveau comité d'audit et de contrôle indépendant s'achèvera rapidement et que le comité pourra ainsi commencer son travail. Comme les synergies avec les autres acteurs humanitaires doivent être renforcées, il encourage le HCR à inscrire ses programmes et budgets dans une approche globale des besoins en étroite collaboration avec lesdits acteurs.

64. M. Roux invite tous les participants à ne pas perdre de vue le sort des quelque 1,7 million de personnes déplacées en République démocratique du Congo dont la sécurité et les conditions d'existence sont un sujet de préoccupation. De plus, la région des Grands Lacs est confrontée au problème de la réintégration et de la réinstallation des réfugiés de longue date, qui exige une coopération régionale intense, des stratégies de développement efficaces et durables et des synergies accrues entre tous les acteurs. La Belgique est résolue à collaborer étroitement avec les États de la région, le HCR, l'Union européenne et d'autres acteurs pertinents à cette fin.

65. **M<sup>me</sup> Farani Azevêdo** (Brésil) dit qu'il faut certes fournir une aide humanitaire aux personnes déplacées, mais avant tout mettre davantage l'accent sur la prévention des déplacements forcés. Le respect des droits de l'homme, l'élimination de la pauvreté, le développement durable, l'égalité entre les sexes et la démocratie étant des éléments clés de la prévention, le Brésil soutient pleinement l'action menée par le Secrétaire général des Nations Unies en faveur de la prévention des conflits, par le biais de la diplomatie et du développement.

66. Le Brésil est résolu à aider les réfugiés et s'est engagé à verser 3,7 millions de dollars des États-Unis au HCR en 2011. En plus de son soutien financier, le Brésil a réussi à maintenir un taux d'admissibilité élevé pour les demandes d'asile et continue à réinstaller des réfugiés dans le cadre de son programme de réinstallation. Ainsi, 400 Haïtiens ont pu obtenir un permis de séjour après le tremblement de terre qui s'est produit dans leur pays en 2010.

67. **M<sup>me</sup> Farani Azevêdo** affirme que les attitudes négatives à l'égard des migrations clandestines ont eu une forte incidence sur la protection internationale et déclare qu'elle partage les préoccupations exprimées par le représentant du Saint-Siège au sujet de l'augmentation des cas de détention de demandeurs d'asile. Le Brésil soutient les initiatives menées par le HCR afin de mieux faire connaître le problème de l'apatridie et est en train de mettre en place une procédure de détermination de l'apatridie.

68. **M. Gouandja** (Observateur de la République centrafricaine), remerciant la communauté internationale pour ses efforts en vue de trouver une solution pacifique aux problèmes politiques et militaires auxquels son pays est confronté, explique que la République centrafricaine continue à accueillir des réfugiés provenant des pays voisins. Plus de 15 000 réfugiés sont actuellement hébergés dans des camps un peu partout dans le pays et le Gouvernement centrafricain a reçu une aide financière et opérationnelle bienvenue du bureau du HCR à Bangui. Plus de 50 000 réfugiés centrafricains sont également accueillis par des pays tels que le Cameroun et le Tchad. M. Gouandja lance un appel à la communauté internationale afin qu'elle s'associe aux efforts de la République centrafricaine en faveur du retour de ces réfugiés dans leur pays.

69. Le Gouvernement de la République centrafricaine a signé un accord de paix avec les groupes militaro-politiques sur le retour progressif des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. Une commission a été créée pour permettre l'application de clauses de cessation aux réfugiés urbains et un processus d'intégration locale des réfugiés prolongés a été entamé. Les demandes de naturalisation des réfugiés non candidats au rapatriement volontaire ont été analysées et une méthode a été élaborée pour délivrer des titres de voyage biométriques aux réfugiés et mettre des terres cultivables à la disposition des réfugiés vivant dans les camps. Le Gouvernement centrafricain sollicite l'aide de pays donateurs pour mener cette entreprise.

70. **M. Guterres** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés), répondant aux questions soulevées, souligne l'importance de l'accord-cadre et de la coopération étroite existant entre le HCR et l'Espagne, notamment en ce qui concerne l'analyse des problèmes, l'élaboration de solutions et l'harmonisation d'une politique commune d'asile des pays européens. Il se félicite de la mise en œuvre d'une politique énergique d'asile au Costa Rica et de la participation de ce pays au projet «Villes solidaires». Il prend note des préoccupations exprimées au sujet des effets des changements climatiques.

71. L'accord-cadre avec le Luxembourg, qui est l'un des principaux contributeurs du HCR, est également l'un des accords les plus anciens en vigueur. Le Luxembourg a été l'un des pionniers du secteur des télécommunications et le personnel du HCR sur le terrain utilise la technologie qu'il a fournie dans le cadre d'accords anciens et récents.

72. En ce qui concerne le statut des réfugiés burundais en République-Unie de Tanzanie et l'invocation de clauses de cessation, il a été convenu avec le Gouvernement d'appliquer la clause au cas par cas. M. Guterres partage les préoccupations qui ont été exprimées concernant les fonds disponibles pour l'intégration locale et rappelle que le HCR est prêt à fournir une aide financière pour les flux de réfugiés. La République-Unie de Tanzanie ayant fortement contribué à l'aide aux réfugiés de République démocratique du Congo, il préconise d'aborder avec circonspection la question du rapatriement volontaire dans cette situation eu égard aux prochaines élections. Il sera possible d'évaluer la situation de manière plus précise et de définir les prochaines étapes après la tenue des élections.

73. Le Haut-Commissaire souligne l'étroite collaboration existant entre le HCR et le Gouvernement philippin dans la lutte contre les catastrophes naturelles dans le cadre du dispositif de protection et se félicite de ce que l'État ait ratifié la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie et adopté une nouvelle législation sur les personnes déplacées.

74. S'associant à l'hommage rendu par le représentant du Nigéria aux victimes du bombardement d'Abuja, il se félicite de l'adoption par ce dernier de la Convention de 1954 relative au statut des apatrides ainsi que de la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie.

75. Le Haut-Commissaire estime que la Zambie mène une politique d'asile exceptionnelle qui prend en compte les différentes catégories de réfugiés et permet d'appliquer un traitement différent à chacune d'entre elles. Le système des clauses de cessation est notamment un exemple pour tous. Le HCR a obtenu des fonds d'assistance au rapatriement des réfugiés angolais se trouvant actuellement en Zambie et l'OIM continue de rechercher des fonds pour financer sa propre participation.

76. M. Guterres apprécie l'augmentation des fonds reçus de la Belgique, en particulier pour sa forte proportion de fonds non réservés, et aimerait connaître les résultats des évaluations indépendantes qui aident le HCR à fixer des priorités, à faire les changements nécessaires et à entreprendre de nouvelles actions et opérations.

77. **M. Guterres** se réjouit des progrès du Brésil concernant l'apatridie; il se félicite de ce qu'il est devenu un pays donateur et salue sa politique efficace d'asile. Il affirme que, bien que la situation de la République centrafricaine ne soit pas très médiatisée, le HCR est conscient des difficultés auxquelles le pays est confronté et fera tout son possible pour continuer à soutenir le rapatriement des réfugiés centrafricains se trouvant dans d'autres pays et pour aider les réfugiés venus des pays voisins en République centrafricaine.

78. **M. Al Musawi** (Observateur de l'Iraq) dit que son pays est soucieux d'améliorer le sort des réfugiés irakiens et de mettre en place un environnement facilitant leur retour. Les principaux problèmes qui ont causé leur déplacement sont la sécurité, la sécheresse et le chômage. Le Gouvernement irakien s'attache à lutter contre le terrorisme, à améliorer la sécurité dans le pays et à augmenter les possibilités d'emploi. La prochaine grande étape consistera à définir différentes catégories de réfugiés. Parmi les mesures appliquées pour faciliter le retour des réfugiés en Iraq figurent l'ouverture de bureaux de liaison pour les réfugiés dans les pays voisins, la mise à disposition de moyens de transport pour les réfugiés souhaitant rentrer chez eux, le versement de subventions d'un montant de 300 dollars à chaque famille rentrée dans son pays et l'aide à l'obtention de documents d'identité et à l'inscription des enfants dans les écoles.

79. L'Iraq accueille également plus de 40 000 réfugiés provenant des pays voisins et le Gouvernement s'efforce de trouver des solutions durables pour toutes les formes de déplacements forcés d'Iraquiens avant la fin de 2011. Des mesures sont prises pour protéger les communautés vulnérables et améliorer la situation des réfugiés et des personnes déplacées en Iraq. M. Al Musawi demande l'aide du HCR pour que le processus de retour puisse se dérouler dans la dignité.

80. **M. Malloum** (Observateur du Tchad) dit que son pays accueille plus de 300 000 réfugiés et que cette situation a eu un certain nombre d'effets négatifs. La faible disponibilité de l'eau potable, par exemple, a créé des tensions entre la communauté hôte et les réfugiés et le Gouvernement a dû mettre en place des seuils d'épandage et des barrages souterrains pour faire face à la situation. Grâce aux fonds traditionnels alloués par le HCR, ces mesures ont été mises en œuvre dans une région du pays.

81. Le Gouvernement tchadien a pris des dispositions pour garantir la sécurité dans les régions de l'est et du sud du Tchad et prévoit de renforcer les ressources humaines et matérielles pour assurer la sécurité des réfugiés dans ces régions jusqu'à leur retour dans leur pays d'origine. Grâce à une étroite collaboration avec le HCR et d'autres partenaires humanitaires, le Tchad a mis en place une base de données pour les réfugiés ainsi qu'un système visant à faciliter la distribution de cartes d'identité aux réfugiés. L'Observateur du Tchad demande instamment au HCR d'augmenter le volume du budget alloué à son bureau au Tchad afin de le mettre en mesure de faire face aux nombreux problèmes auxquels il est confronté. Il apprécie le travail de l'OIM et la générosité de la Tunisie et de l'Égypte qui ont aidé les réfugiés tchadiens fuyant le conflit en Libye.

82. **M. Guterres** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés), répondant aux questions soulevées, dit que le HCR poursuivra ses efforts afin de mettre un terme à la situation prolongée des Iraquiens réfugiés dans d'autres pays, en collaboration avec le Gouvernement irakien. Cette collaboration entre le HCR et le Gouvernement irakien s'améliore et M. Guterres se réjouit de penser qu'elle se poursuivra à l'avenir. S'agissant de la déclaration du représentant du Tchad, il souligne que le HCR continuera à fournir un soutien aux niveaux national et local afin de limiter les effets négatifs de la présence des populations de réfugiés dans certaines régions du pays hôte.

*La séance est levée à 18 h 5.*